

**Nations unies - Enfants dans les
conflits armés - Intervention de M.
François Delattre, représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies- Réunion du Conseil
de sécurité en format Arria
(New York, 07 mai 2018)**

Je voudrais commencer par remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Virginia Gamba, pour son exposé très éclairant, pour son engagement aussi, et je tiens également à remercier la Pologne, la Suède et la Côte d'Ivoire avec qui nous organisons aujourd'hui cette réunion importante. Vous connaissez la priorité que la France accorde à la protection des enfants dans les situations de conflit armé. Nous sommes très heureux de constater un soutien croissant à cet objectif et un engagement de gouvernements et d'acteurs de terrain en faveur de progrès concrets. Aussi, je souhaite en particulier remercier mes collègues tchadien, congolais et soudanais ainsi que les représentants de l'UNICEF et du DOMP. Je voudrais enfin adresser un mot particulier de bienvenue à M. Bukeni Waruzi, le nouveau directeur exécutif de Watchlist.

Permettez-moi de revenir brièvement sur les progrès accomplis ces dernières années grâce aux plans d'action nationaux, avant de proposer certaines pistes d'action pour lutter contre l'ensemble des violations graves commises contre les enfants, au-delà du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats.

1/ Il faut d'abord constater, pour le saluer, que les plans d'action nationaux ont permis d'obtenir des avancées incontestables.

Les cas du Tchad et de la Côte d'Ivoire, retirés des annexes du rapport du SGNU respectivement en 2014 et en 2007, sont très éclairants. Le cas du Tchad atteste de la possibilité d'obtenir des résultats rapidement à partir du moment où les plans d'action sont mis en oeuvre pleinement, avec l'engagement de la Représentante spéciale. L'expérience de la Côte d'Ivoire montre que ces plans d'action, au-delà des évolutions des conflits, restent une corde de rappel solide et, encore une fois, je voudrais remercier mes collègues concernés pour avoir éloquentement rappelé l'engagement de leur pays.

Il va de soi que nous devons rester vigilants cependant, notamment sur la situation dans le bassin du Lac Tchad, où Boko Haram commet régulièrement de nombreuses violations contre les enfants.

Au Soudan, comme cela a été dit également, des progrès ont indéniablement été réalisés pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants. Il faut en particulier saluer les efforts des autorités soudanaises. La mise en oeuvre du plan d'action national est encourageante. Les

efforts doivent donc se poursuivre, en particulier pour lutter contre l'impunité s'agissant des violences sexuelles et pour améliorer la situation sur l'ensemble du territoire.

En République démocratique du Congo, comme là aussi, cela a été indiqué, plusieurs tendances positives se font jour. 2016 a marqué une étape importante, avec la libération de 193 enfants et l'endossement de la déclaration pour la sûreté des écoles. La mise en oeuvre du plan d'action a aussi permis de mettre en place un cadre pour éliminer le recrutement et l'utilisation d'enfants et lutter contre l'impunité s'agissant de violences sexuelles. Cependant, comme le Secrétaire général l'a relevé dans son rapport, le nombre élevé d'enfants tués, parfois du fait d'un usage disproportionné de la force, est très préoccupant. Les groupes armés continuent aussi de recruter et d'utiliser les enfants.

2/ Dans ce contexte où de réels progrès ont été effectués, il faut néanmoins faire davantage pour réduire les violations commises contre les droits des enfants grâce aux plans d'action. Je proposerai à cet effet cinq pistes d'action qui requièrent à la fois engagement et détermination.

i/ Premièrement, il est essentiel à nos yeux que des plans d'action, non seulement soient élaborés et conclus entre les parties concernées et l'ONU, mais aussi fassent l'objet d'un suivi aussi méthodique que possible. Les plans d'actions constituent en effet un outil indispensable, au coeur de l'agenda " enfants dans les conflits armés ", qui doit rester systématique.

ii/ Deuxièmement, il est essentiel que les plans d'action soient mis en oeuvre dans toutes leurs dimensions pour lutter contre l'ensemble des violations graves commises contre les enfants. La lutte contre l'impunité s'agissant des violences sexuelles ou encore les attaques contre les écoles, alors même que c'est là où les enfants doivent se trouver, sont souvent insuffisamment prises en compte. Empêcher le recrutement et l'utilisation par les forces nationales constitue souvent une première étape essentielle, mais elle ne saurait suffire. Et nous comptons pleinement sur vous, chère Madame la Représentante spéciale, chère Virginia, pour continuer de mener à bien cette tâche, naturellement difficile.

iii/ Troisièmement, le suivi de ces plans d'action, sur le terrain, exige une très grande vigilance du Conseil. Je tiens à remercier à cet égard la Suède d'avoir mis en place une visite du groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés au Soudan, y compris au Darfour. Ces visites sont très utiles, notamment lorsqu'elles sont articulées avec un déplacement de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies. L'adoption de conclusions, comme récemment sur le Mali, constitue un autre élément important pour ce suivi.

iv/ Quatrièmement, il est important de continuer à suivre les situations lorsque des Etats ou des parties ont été retirés de la liste du Secrétaire général. Il ne s'agit pas de faire rapport de la même manière bien sûr mais d'identifier les problèmes qui pourraient resurgir ou émerger.

v/ Cinquièmement, permettez-moi de rappeler que les principes et engagements de Paris, élaborés en 2007 et aujourd'hui endossés par 108 pays, constituent une base très utile pour planifier et mettre en oeuvre des actions concrètes sur le terrain. J'invite donc, à nouveau, les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à endosser ces principes qui constituent véritablement la colonne vertébrale, ou en tout cas l'une des colonnes vertébrales, de notre

action.

En conclusion, je rappellerai combien l'intérêt supérieur de l'enfant, qui doit prévaloir, reste notre responsabilité collective. Comme notre Ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian l'a rappelé lors du débat ouvert du 31 octobre dernier, sous notre présidence du Conseil de sécurité, vous pouvez compter sur la France pour rester à la pointe de ce combat international pour les enfants.

Je vous remercie./.